

SOMMAIRE

| | |
|---|---|
| Contexte..... | 2 |
| Protocole de l'enquête..... | 2 |
| 1 Analyse descriptive des données..... | 2 |
| 1.1 pilotage du numérique au sein des établissements..... | 2 |
| 1.2 accompagnement des usages | 4 |
| 1.3 assistance technique..... | 6 |
| 2 Leviers d'action et préconisations | 6 |
| 2.1 pilotage et organisation, gestion des ressources humaines | 6 |
| 2.2 formation | 7 |
| 3 Perspectives 2014-2015..... | 8 |

INDEX DES ILLUSTRATIONS

| | |
|---|---|
| Illustration 1 : instance de pilotage du numérique au sein de l'établissement..... | 2 |
| Illustration 2 : la composition de l'instance de pilotage..... | 3 |
| Illustration 3 : sujets relatifs au numérique abordés dans les instances de pilotage..... | 4 |
| Illustration 4 : types de PFE sur le numérique..... | 5 |
| Illustration 5 : pourcentage d'enseignants ayant bénéficié d'une formation au numérique (PAF ou PFE)..... | 5 |
| Illustration 6 : personnes responsables des missions de maintenance dans les établissements..... | 6 |

Contexte

La feuille de route académique pour le numérique constitue, depuis la rentrée 2013, un élément fort de la stratégie pour le développement du numérique éducatif dans les EPLE dans l'académie de La Réunion.

L'enquête, commandée par le Comité de Pilotage Académique du Numérique, propose l'évaluation de l'état d'avancement de sa mise en œuvre dans les EPLE des secteurs public et privé dans trois champs :

- Pilotage et organisation du numérique
- Accompagnement pédagogique
- Assistance technique

Protocole de l'enquête

Le questionnaire a été mis en ligne via l'application *Lime Survey* du 28 avril au 23 mai 2014. Il a concerné l'ensemble des EPLE de l'académie, tous secteurs confondus. Avec un taux de réponse à l'enquête presque maximal (94 % des établissements),... l'académie dispose de données fiables permettant de décrire la situation au bout d'un an, mais aussi de formuler quelques préconisations.

1 Analyse descriptive des données

1.1 pilotage du numérique au sein des établissements

■ Les instances de pilotage du numérique qui ont été mises en place sont essentiellement des comités de pilotage (61,5 %). Toutefois, ils ont été, pour la plupart, créés à l'époque du plan de déploiement et de généralisation de l'ENT dans le second degré, mais tous n'ont pas été réactivés depuis.

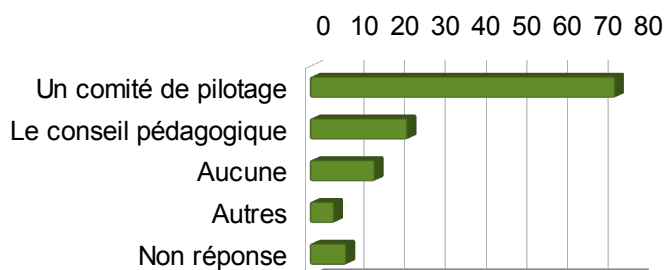


Illustration 1 : instance de pilotage du numérique au sein de l'établissement

■ Les conseils pédagogiques ont été aussi le lieu de discussions relatives au pilotage du numérique au sein des établissements, sans qu'elles représentent une part prépondérante des échanges sur l'année (un sixième du temps total en moyenne).

■ 48 % des EPLE déclarent réunir entre 5 et 8 personnes dans cette instance. Nous y retrouvons principalement le Coordonnateur TICE (96 %), le chef d'établissement (78,7 %) et son adjoint (84 %) ainsi que, dans une moindre mesure, le référent DANE - DSI, les coordonnateurs disciplinaires, les CPE et les professeurs documentalistes. On peut regretter la faible représentation des CPE dans une instance de pilotage où leur capacité à animer et à impulser, ainsi qu'à intervenir sur l'évolution des temps et des espaces dévolus aux apprentissages, sont de nature à renforcer l'évolution vers une école intégrant pleinement le numérique éducatif.

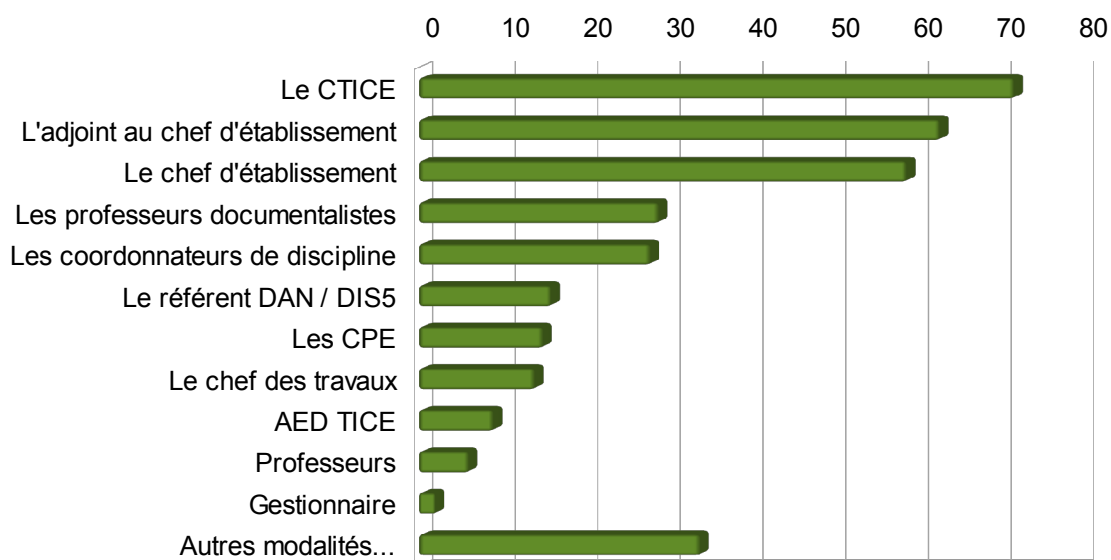


Illustration 2 : la composition de l'instance de pilotage

■ On peut noter un lien significatif entre la composition du comité de pilotage et le type d'EPLE. Le chef d'établissement et/ou son adjoint sont fortement présents, en particulier au collège. Dans les LP et dans les SEP, il semblerait que le chef des travaux trouve naturellement sa place dans le comité de pilotage, et puisse prendre le relais du chef d'établissement, par délégation.

Les Assistants d'Éducation (AED) TICE sont, eux, bien actifs en voie générale et plus spécifiquement au collège, et plus en retrait dans la voie professionnelle.

Par contre, le référent DANE-DSI, le CPE, le professeur documentaliste ainsi que le coordonnateur de discipline sont eux sous représentés en lycée et davantage au collège. Le référent POP, quant à lui, est plus sollicité en lycée général et technologique qu'en lycée professionnel.

■ En moyenne, l'instance de pilotage a impliqué quatre champs disciplinaires différents, ce qui a permis d'irriguer d'assez nombreuses disciplines.

■ Lors de ces conseils, quand le numérique a été abordé, cela a surtout servi à traiter les difficultés matérielles rencontrées (équipements, infrastructures, ...) L'impact des usages numériques sur les pratiques d'enseignement arrive en seconde position (51,6 % des cas). Suivent les questions d'ordre pédagogique, relatives aux fonctionnalités offertes par METICE (45 %), en particulier en ce qui concerne les échanges de documents (66,7 %), le travail collaboratif (41 %) et les cours en ligne (27 %). Les discussions ont porté également sur la mise à disposition d'outils : ordinateurs "POP" ou tablettes.

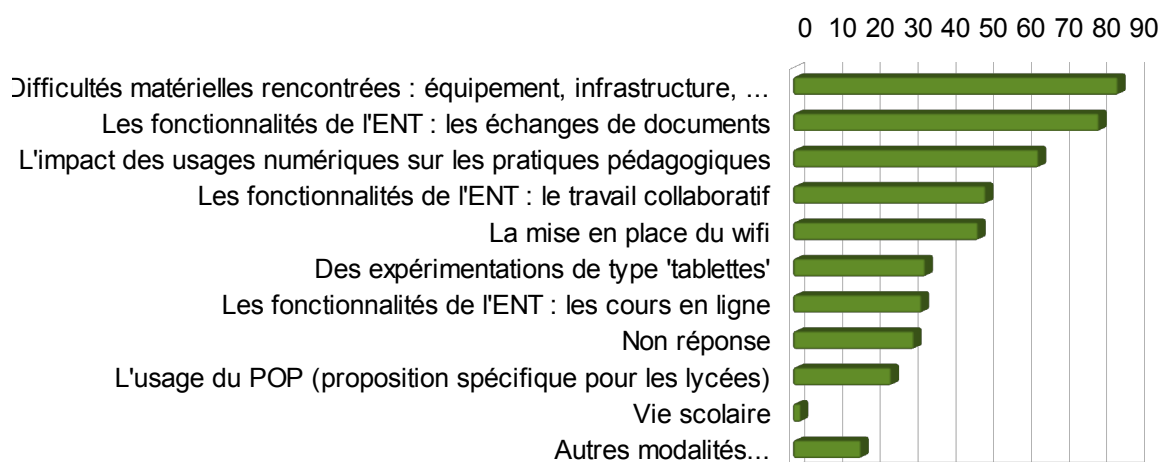


Illustration 3 : sujets relatifs au numérique abordés dans les instances de pilotage

■ Près de huit établissements sur dix déclarent avoir intégré le numérique dans leur projet d'établissement, toutes catégories d'EPL confondues.

■ Trois quarts des chefs d'établissement indiquent que leur Coordonnateur TICE (CTICE) ne dispose pas de lettre de mission, mais ils en sont demandeurs.

■ Un peu plus d'un tiers des CTICE rédige un rapport d'activité en fin d'année. Le document est utilisé comme point d'appui pour réguler et ajuster les perspectives de développement du numérique au sein de l'établissement.

■ La quasi-totalité des EPL ne disposent pas d'un dispositif d'évaluation de la plus-value pédagogique des usages du numérique.

1.2 accompagnement des usages

■ Les missions d'accompagnement aux usages pédagogiques ont été principalement confiées au Coordonnateur TICE (81,1 %), dans une moindre mesure à l'Assistant d'Éducation TICE (45,1 %) et minoritairement à un groupe d'enseignants (20,5 %).

■ Le CTICE consacre environ 20% de son service à l'accompagnement aux usages. Ce qui est très peu en regard de son rôle et de ses missions : il doit être avant tout le référent aux usages pédagogiques du numérique, que le décret du 8 septembre 2010 a institué.

■ Pour accompagner l'utilisation de l'ENT, des formations ont été proposées aux parents (46,7 %) avec parfois mise à disposition d'un local (19,6 %) sans que l'enquête permette de connaître le nombre de familles qui en ont effectivement fait usage. Les parents sont des utilisateurs réguliers des services numériques offerts par l'établissement via METICE, essentiellement des applications de vie scolaire (75,4 %). Cependant, ni les parents ni les élèves n'ont été interrogés sur leurs besoins et/ou attentes.

■ 69 % des chefs d'établissement déclarent avoir fait appel au référent DANE-DSI, en moyenne trois fois par mois.

Un peu plus de quatre chefs d'établissement sur dix le sollicitent pour assister aux instances de pilotage du numérique. Les autres, ignoraient le plus souvent cette possibilité, mais envisagent à présent de l'y intégrer.

■ Des PFE sur le numérique ont été proposés dans 30 % des établissements, en réponse aux préoccupations abordées par les instances de pilotage. Pour l'essentiel, des questions d'ordre pédagogique, relatives aux fonctionnalités offertes par l'ENT.

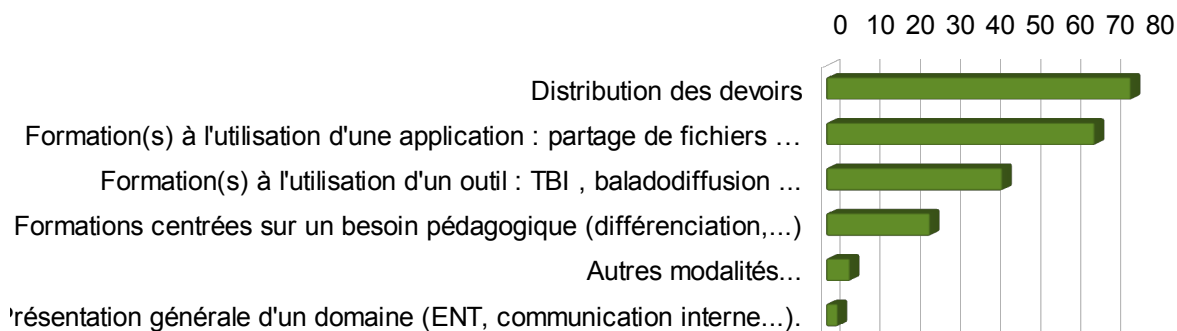


Illustration 4 : types de PFE sur le numérique

■ 34 % des enseignants ont pu bénéficier de formations au numérique, soit proposées au PAF soit par le biais des PFE, réparties ainsi : 18,6 % ont fait appel à un formateur extérieur à l'établissement, et 15,4 % ont été organisées à l'interne.

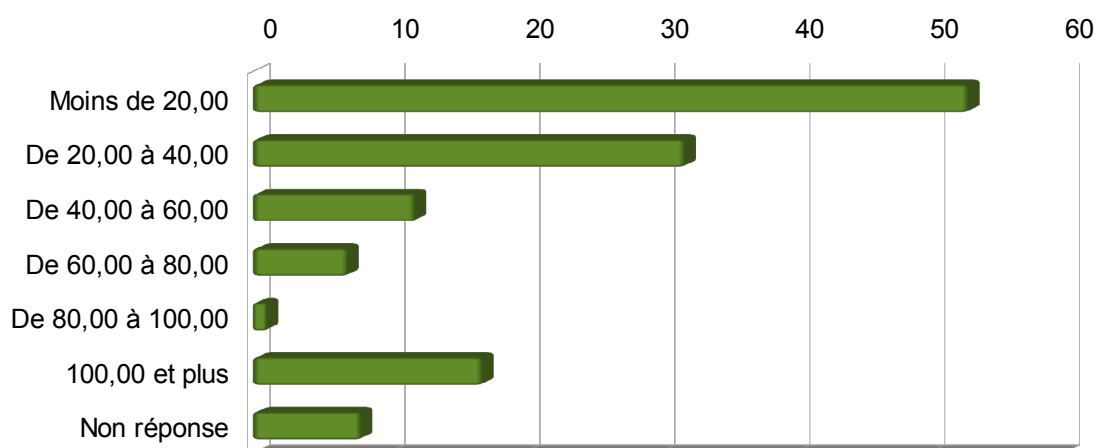


Illustration 5 : pourcentage d'enseignants ayant bénéficié d'une formation au numérique (PAF ou PFE)

1.3 assistance technique

■ Les missions de maintenance sont principalement confiées à l'assistant d'éducation TICE (83 %) mais le restent souvent aussi au Coordonnateur TICE (46 %). Le transfert de cette compétence aux collectivités n'étant pas encore effectif, il est souvent fait appel au savoir-faire des personnels en place.

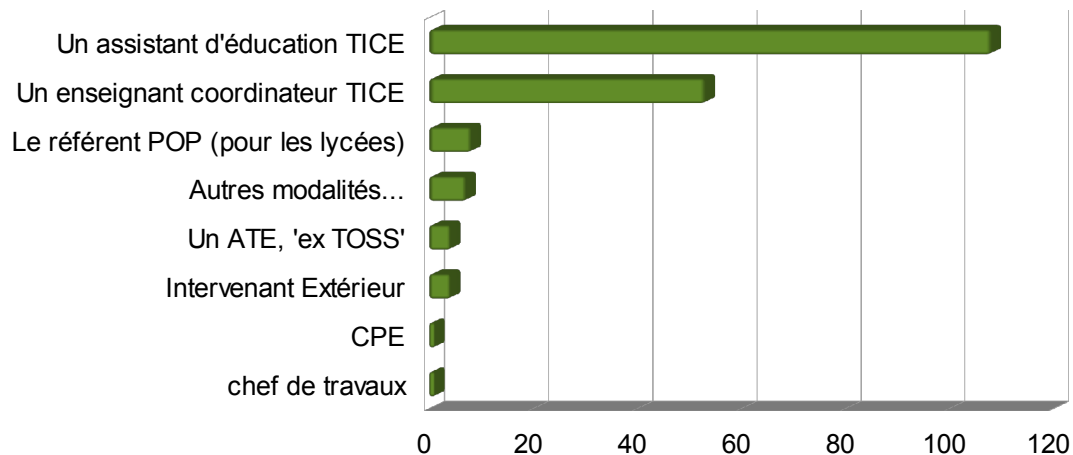


Illustration 6 : personnes responsables des missions de maintenance dans les établissements

■ Dans les lycées, six référents POP sur dix ont été intégrés à l'équipe TICE.

2 Leviers d'action et préconisations

A la lumière des éléments qui précèdent, nous pouvons mettre en avant quelques leviers d'action et établir des préconisations pour engager les chefs d'établissement dans une démarche qualitative visant à développer ou améliorer les usages pédagogiques du numérique.

2.1 pilotage et organisation, gestion des ressources humaines

Nous constatons que, dans 25 % des établissements, le pilotage du numérique se fait à la fois par un projet d'établissement qui intègre un volet numérique, dans une instance plus ou moins active, avec une définition du rôle et des missions du coordonnateur TICE par le biais d'une lettre de mission. La mise en place de telles structures est souhaitable. De même que solliciter le référent DANE-DSI.

Recommandations aux chefs d'établissement :

- Dynamiser les instances de pilotage du numérique, qu'il s'agisse d'un comité dédié (réunions régulières, compte-rendus des décisions prises...), ou du conseil pédagogique (abordant régulièrement la thématique du numérique pédagogique);
- étoffer la composition de ces instances par la présence de personnes ressources : Coordinateur TICE, Chef de travaux, assistants d'éducation TICE (AED TICE), sans oublier des représentants des équipes pédagogiques (coor

dinateurs disciplinaires, professeur documentaliste, CPE¹), en ayant soin de recueillir les avis des usagers (élèves, parents d'élèves) ;

→ Intégrer la problématique du numérique pour l'éducation au projet d'établissement et au contrat d'objectifs ;

→ quand l'établissement ne dispose pas encore d'un Coordonnateur TICE, faire émerger ce référent aux usages pédagogiques du numérique sur la base du volontariat comme le prévoit le décret du 9 septembre 2010, et le doter d'une lettre de mission qui pourra être co-signée par le Chef d'Etablissement et le Délégué Académique au Numérique ; il remettra un rapport d'activité concis en fin d'année ;

→ ne pas hésiter à solliciter davantage le référent DANE-DSI de l'établissement pour participer aux instances de pilotage du numérique.

L'identification des personnes responsables de l'accompagnement des usages pédagogiques, d'une part, et de l'assistance technique, d'autre part, permet une répartition des rôles et des missions qui gagnerait à être clarifiée par le biais d'une lettre de mission ou d'une fiche de poste.

Recommandations dans le cadre de l'assistance technique (compétence des collectivités territoriales cf. Loi d'orientation de juillet 2013) :

→ maintenir un dispositif d'assistance technique au plus près de l'utilisateur avec la nomination d'un personnel non enseignant, dédié à des tâches de maintenance, exerçant à temps plein. Il peut s'agir d'un ou de plusieurs AED TICE, aidé du référent POP au lycée, ou d'un personnel mis en place par la collectivité ;

→ rédiger pour ces personnels des lettres de mission ou des fiches de poste dans lesquelles les conditions d'intervention et les délais seraient définis pour maintenir en condition opérationnelle les équipements et réseaux de l'établissement ;

→ faire connaître de tous les acteurs de l'établissement l'organisation retenue et la personne à contacter pour un premier niveau d'assistance.

2.2 formation

Pour accompagner les pratiques pédagogiques qui intègrent le numérique, des actions de formation de proximité sont mises en place. Mais aussi des formations sur le plan académique.

Recommandations dans le cadre de l'accompagnement pédagogique pour favoriser, accompagner et valoriser les pratiques numériques des personnels (formation continue et/ou évaluation des personnels) :

→ centrer l'offre de formation sur les pratiques à forte plus-value pédagogique (en Formations d'Initiative Locale ou au PAF) ;

→ en assurer le suivi en associant l'ESPE et Canopé ;

→ encourager l'accompagnement entre pairs et la mutualisation des pratiques ;

→ compléter les apports théoriques par une mise en activité réflexive du public à former ;

→ faciliter la prise en compte des pratiques numériques dans l'évaluation des personnels ; valoriser, dans l'établissement mais aussi auprès des inspecteurs, l'implication des enseignants dans le volet numérique du projet d'établissement et/ou dans le travail en équipe.

¹ L'inclusion des professeurs documentalistes et des CPE en particulier est très importante pour renforcer le volet pédagogique de leur mission, et pour obtenir le prolongement de l'activité et de la réflexion des élèves au-delà des seules heures de cours.

3 Perspectives 2014-2015

1. Accompagner les collectivités territoriales dans la mise en place, au sein des EPLE, d'un dispositif d'assistance et de maintenance technique fiable, au plus près de l'utilisateur.

Pour cela, l'organisation retenue sera préalablement définie, les conditions d'intervention et les délais précisés (discussions en cours avec les collectivités). Un vademecum pourra aussi être proposé à destination des personnes qui seront responsables de la maintenance ;

2. Assurer un suivi régulier du développement du numérique dans les EPLE par le biais d'un tableau de bord, géré par le référent DANE, qui reprendra les champs du pilotage et de l'accompagnement pédagogique et des bonnes pratiques rencontrées (en cours) ;
3. Transmettre à chaque chef d'établissement une proposition de trame, aide-mémoire à la rédaction de la lettre de mission du coordonnateur TICE (rédaction en cours) ;
4. Associer de plus près l'ESPE, pour la formation initiale mais aussi pour ses missions de formation continue en synergie avec Canopé ;
5. Articuler les formations intégrant des modalités hybrides avec des suivis de projets ;
6. Resserrer le pilotage pédagogique au sein de la DANE et de la DSI par une réorganisation des services (en cours) et un renforcement des réseaux d'accompagnement de proximité : Interlocuteurs Académiques TICE qui se verront proposer une lettre de mission (en cours) - Formateurs - Référents DANE et DSI, eux aussi dotés de lettres de mission ;
7. Réactualiser la feuille de route pour 2014-2015, pour tenir compte des progrès réalisés, mais aussi des difficultés rencontrées ;
8. Mesurer les effets des évolutions opérées par un second bilan d'étape de la mise en oeuvre de la feuille de route, en juin 2015.